

Le pouvoir aux travailleurs

05 JAN 1997

N° 41

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- POUR QUE 1997 SOIT UNE BONNE ANNEE... DE LUTTE POUR LES TRAVAILLEURS	2
- LA DETTE EXTERIEURE, UN EXEMPLE DE L'IMPASSE DU CAPITALISME .	3 - 4
- LE BUDGET 1997 OU PILLAGE DES CAISSES DE L'ETAT AVEC LA PARTICIPATION DU FPI	5 - 6
- C'EST LE GOUVERNEMENT LUI-MEME ET LA BOURGEOISIE QUI SONT A L'ORIGINE DU BANDITISME	6 - 7
- LA COTE D'IVOIRE, UN PAYS EN VOIE DE... SOUS DEVELOPPEMENT	7 - 8
- LA SANTE DE LA POPULATION N'EST PAS L'AFFAIRE DU GOUVERNEMENT	8 - 10
- LA COTE D'IVOIRE, UNE REPUBLIQUE BANANIERE	10
- CENTRAFRIQUE: UN MASSACRE DE L'ARMEE FRANCAISE AU NOM DE L'ORDRE	11 - 12
- ZAIRE: UN APPAREIL D'ETAT EN DECOMPOSITION	12 - 14
- IL N'Y AURA PAS D'INTEGRATION ECONOMIQUE SUR UNE BASE CAPITALISTE !	14 - 16

**POUR QUE 1997 SOIT UNE BONNE ANNEE... DE LUTTE
POUR LES TRAVAILLEURS**

Bédié est content de lui: "la croissance sera plus forte en 1997". C'est elle "qui rend notre pays attractif pour les investisseurs". Il faut "promouvoir un environnement propice pour la reprise des affaires". Voilà un petit échantillon de son message du nouvel an.

En effet, le monde des affaires, celui des investisseurs, n'a pas l'air de se plaindre du niveau de croissance de leurs capitaux en ce moment. A en croire les journaux, les tables des grands restaurants ont affiché complet pour les deux fêtes de fin d'année. Le champagne a coulé à flots, annonçaient les journaux. On ne sait plus à quel prix. Dans certains restaurants moins luxueux, des petits bourgeois s'offraient des repas pour 60.000F.

Quant aux travailleurs, nombreux sont ceux qui n'arrivent même pas à toucher cette somme à la fin d'un mois de labeur. Leur niveau de vie a tellement dégringolé en 1996, que certains sont obligés de recourir à un deuxième emploi pour réussir à joindre les deux bouts. La longueur des journées de travail, les rendements imposés par les patrons, ont fait qu'en 1996 il y a eu beaucoup d'accidents surtout dans le bâtiment.

La croissance des chiffres d'affaires des entreprises et donc celle des capitalistes et des banquiers qui les possèdent, est la conséquence directe du racket qu'ils ont effectué sur la sueur des travailleurs quand ce n'est pas sur leur sang.

Dans les villes, ce sont les travailleurs qui ont payé la croissance. dans les campagnes, les petits paysans n'ont pas été épargnés non plus. La chute des cours mondiaux du café et du cacao a été impitoyablement répercutée par les intermédiaires et par l'Etat sur les revenus paysans. De sorte que vers la fin de l'année 96, après la vente des récoltes, de nombreux paysans ont dû fuir les villages pour venir grossir les quartiers précaires qui entourent la capitale.

Alors ça suffit comme ça. Y en a marre que la majorité des gens doit se contenter de produire des richesses pour qu'une minorité de riches s'offre le luxe d'afficher un taux de croissance de leurs revenus sans cesse élevé. Il est urgent que les travailleurs des villes et les paysans pauvres des campagnes engagent la lutte. Car il n'y a que par la lutte qu'ils pourront contraindre les exploiters à partager les fruits de cette croissance.

**COTE D'IVOIRE
LA DETTE EXTERIEURE,
UN EXEMPLE DE L'IMPASSE DU CAPITALISME**

A la fin du mois de novembre dernier, la Côte d'Ivoire a obtenu des institutions créancières, les banques commerciales regroupées au sein du Club de Londres, une réduction d'une partie de sa dette extérieure qui est passée de 2,6 milliards à 1,32 milliard de dollars, soit une baisse de 48%. Pour obtenir cette réduction, l'Etat ivoirien s'est engagé à rembourser, à partir de 1998, 56 milliards de FCFA chaque année.

Le ministre ivoirien de l'Economie a commenté cela avec satisfaction, au début de ce mois, en affirmant que le service de la dette est "soutenable et compatible avec notre capacité de paiement à moyen terme" et que cela "favorisera les investissements étrangers dans le pays".

C'est vrai que la Côte d'Ivoire, comme la plupart des pays sous-développés, est littéralement étranglée par la dette depuis plusieurs années. Le montant de la dette extérieure de ce pays s'élevait en 1995, selon certaines sources, à 9 521 milliards de francs CFA. Le poids de celle-ci est complètement insupportable, à tel point que depuis 1987, la Côte d'Ivoire a cessé de la payer. D'autant plus que depuis le début des années 80, avec l'effondrement des prix du café et du cacao, les caisses de l'Etat sont désespérément vides.

Tant que ces deux matières premières, considérées comme les

deux mamelles de l'économie ivoirienne, se vendaient relativement bien sur le marché mondial, l'Etat ivoirien pouvait emprunter de l'argent et il ne s'en privait pas. D'année en année, il empruntait de l'argent dont une partie a servi à réaliser un minimum d'infrastructures (surtout à Abidjan), une autre partie était gaspillée dans l'achat des armes ou de la construction des "éléphants blancs" (c'est-à-dire ces constructions de prestige inutiles et ruineuses) et une troisième partie qui a pris le chemin des comptes à l'étranger des dignitaires du régime.

C'était la période où le gouvernement ivoirien se complaisait dans une sorte d'autosatisfaction permanente et où l'on parlait volontiers du "miracle ivoirien". En fait c'était une santé apparente qui cachait un mal profond, à la manière d'un malade plein de boursouflures et qu'on prend pour un homme bien portant.

Maintenant que ce mal profond, la crise du capitalisme, touche tous les pays depuis plusieurs années, la Côte d'Ivoire est obligée de se rendre à cette évidence que, tout comme les autres pays pauvres, elle n'a aucune possibilité d'un développement réel sur une base capitaliste. Pour obtenir une révision à la baisse de sa dette extérieure, la classe dirigeante a supplié les pays riches de la classer parmi les "pays à revenus

faibles" (un euphémisme pour appeler les pays pauvres), alors qu'il n'y a pas si longtemps, elle était fière d'être classée parmi les "pays à revenus intermédiaires". Le quotidien "Le jour" du 2 décembre a ironisé à ce sujet en disant que "ce déclassement (...) est curieusement perçu comme un avantage par les autorités ivoiriennes".

A une époque récente (au début des années 90), la situation économique du pays était dans un état si critique que le gouvernement ivoirien n'était même pas sûr de payer ses fonctionnaires à la fin de chaque mois. Pour que l'Etat ivoirien ne soit totalement asphyxié et n'admette publiquement sa banqueroute, il a fallu que le FMI et la Banque mondiale lui donnent un ballon d'oxygène en lui accordant de nouveaux crédits, à la suite de la dévaluation du franc CFA.

Mais si la faillite de l'économie du pays est pour le moment évitée, celle-ci est encore dans la situation d'un malade sous perfusion. Elle est loin d'être redressée, malgré les fanfaronnades des dirigeants qui parlent de construire "l'Eléphant d'Afrique", c'est-à-dire faire de la Côte d'Ivoire un pays industriel et prospère. Dès l'année prochaine, ils espèrent atteindre un taux de croissance économique à deux chiffres. Mais l'amélioration de la situation économique dépend uniquement de

celle du marché mondial et absolument pas des déclarations des dirigeants. En fait, ces déclarations visent simplement à faire patienter la population et à lui imposer de nouveaux sacrifices.

Car la dette extérieure, même réduite, il faut bien que quelqu'un la paie. Et l'Etat ivoirien, qui est pauvre, sera bien obligé d'emprunter de l'argent aux mêmes créanciers ou à d'autres pour faire face au paiement du service de la dette. Mais en même temps, comme d'habitude, c'est à la population qui a déjà bien du mal à s'en sortir, ne serait-ce que manger à sa faim, qu'on fera payer cette dette au travers d'une augmentation des impôts et autres taxes. La privatisation des secteurs publics tels que la poste et l'électricité, le délabrement d'autres services publics comme les transports et les hôpitaux ainsi que la dévaluation du franc cfa avec son cortège de hausses anarchiques des prix, sont autant de sacrifices déjà imposés aux pauvres au nom du redressement économique et du remboursement de la dette.

La dette est un cercle vicieux dans lequel les pays pauvres sont enfermés. C'est une escroquerie permanente. Ils ne peuvent pas s'en sortir autrement qu'en la supprimant. Mais pour cela, il faut d'abord supprimer le capitalisme lui-même.

L E U R S O C I E T E

LE BUDGET 1997 OU PILLAGE DES CAISSES DE L'ETAT
AVEC LA PARTICIPATION DU FPI

Le gouvernement a présenté son budget pour l'année 1997 qui s'élève à 1786 milliards de FCFA.

Ce budget a été soumis au parlement, probablement pour faire croire à la population que cet organe de l'Etat n'est pas qu'une institution fantoche; n'est pas qu'un lieu pour permettre à quelques politiciens de vivre tranquilles aux frais de l'Etat. On peut d'ailleurs remarquer qu'une soixantaine de députés sur les 162 actuels n'ont même pas daigné se déplacer.

Si les députés RDR n'ont rien eu à dire et ont voté le budget présenté par le gouvernement, le groupe FPI, lui, a tenu à marquer la différence.

Oh, les critiques du FPI ne vont pas bien loin. Il explique son refus, principalement, parce qu'il estime que ce budget "n'est pas à la hauteur des ambitions de la Côte d'Ivoire". Quel devrait être ce budget qui serait "à la hauteur des ambitions de la Côte d'Ivoire"? Là, le porte-parole du groupe parlementaire du FPI ne l'a pas dit.

L'essentiel c'est que le FPI, même s'il a voté contre ce budget, n'a rien à dire quant au fond. Il a tenu tout simplement à montrer qu'il existe.

Et pourtant on apprend à cette occasion que plus de 679

milliards de FCFA, soit 38% de la somme totale ira dans les coffres-forts des banquiers comme remboursement de la dette du pays. Mais là-dessus, le FPI se tait!

S'il voulait marquer, ne serait-ce qu'un peu, sa différence avec le PDCI, il aurait pu profiter de l'occasion qui lui a été offerte pour dire quelque chose dans le genre: vous voulez donner 679 milliards aux banquiers qui en ont déjà suffisamment amassé. Il vous faudra nous expliquer alors à quoi cet emprunt a servi et pourquoi nous devons aujourd'hui rembourser. Parce que nous on sait que la plupart des hauts dignitaires de ce pays se sont enrichis avec cet argent. Alors s'il y a de l'argent à rembourser, c'est à eux de payer. Sans oublier que ces banquiers et tous ces pays impérialistes qui réclament aujourd'hui le remboursement de cette prétendue dette se sont eux-mêmes doublement, voire triplement enrichis.

D'abord, parce que ces prêts ont généré eux-mêmes des intérêts qui ont probablement dépassé la somme initiale. Autrement dit, le remboursement, il est en fait fini depuis bien longtemps. Alors, faisons le compte.

Ensuite, parce que même si

L E U R S O C I E T E

l'argent avait peut-être quitté les coffres-forts de ces banquiers et peut-être même transité en Côte d'Ivoire, ce n'est un secret pour personne qu'une partie non négligeable de ce même argent est tout aussi probablement retourné dans les mêmes coffres-forts, au nom, cette fois-ci, de quelques hauts dignitaires du pays. Ce ne sont pas les Mobutu qui pourront prouver le contraire, tellement ils se sont enrichis.

Enfin, si l'argent prêté a servi à construire des Yamoussoukro, des "Badolité" (village natal de Mobutu transformé en une ville), des Basiliques, ou autres oeuvres du même genre pour satisfaire la folie d'un mégalomane, eh bien

les banquiers qui ont avancé l'argent n'ont qu'à en vouloir à eux-mêmes. Ce n'est pas à la population d'en faire les frais.

Et si l'argent a servi à construire la SODECI, la CIE, la Palminindustrie ou la Citelcom, eh bien aujourd'hui ce sont les capitalistes privés à qui l'Etat a bradé toutes ces entreprises qui s'enrichissent en dernier ressort. Eh bien les banquiers n'ont qu'à s'adresser à ces capitalistes.

Mais même pour ne dénoncer que cet aspect des choses, le FPI n'en dira rien. Son ambition est au contraire, comme le PDCI, de servir cette même bourgeoisie, ces mêmes banquiers.

**C'EST LE GOUVERNEMENT LUI-MEME
ET LA BOURGEOISIE
QUI SONT A L'ORIGINE DU BANDITISME**

Il n'y a pas un jour où la presse ne fait état d'attaque des bandits. La population des quartiers pauvres souffre réellement de la recrudescence du banditisme. Si les quartiers des riches sont bien protégés par les militaires transformés en gardiens postés devant les maisons des riches, ainsi que les vigiles qui quadrillent chaque pâté de maisons, il n'en va pas de même dans les quartiers des pauvres.

Même si le gouvernement voulait réellement agir contre la

recrudescence du banditisme dans les quartiers pauvres, il est réduit à l'impuissance. Ce sont même, en fin de compte, leurs propres agents de police et autres militaires ou gendarmes qui se comportent en vrai bandits en rançonnant la population. Les bandits qui attaquent d'un côté et les agents des forces de l'ordre qui rançonnent de l'autre, c'est une réalité dans ces quartiers.

Alors pour répondre au ras-le-bol de la population, le gouvernement, à défaut de

L E U R S O C I E T E

pouvoir y faire face, use de la démagogie, en faisant exprès l'amalgame entre les immigrés et les bandits, à travers les "tournées de sensibilisation" dans les différentes communes d'Abidjan de son ministre de la sécurité. Cet individu, partout où il passe, tient volontiers des propos du genre: "Les étrangers sont à la base de l'insécurité dans notre pays. Nous leur lançons un défi. Tant qu'ils continueront, nous les tuerons et nous demandons pardon à dieu".

Dans le même temps, le gouvernement utilise les médias gouvernementaux pour faire de la propagande dans le même sens: "10 bandits abattus en 24 heures", titrait récemment Fraternité-Matin. En guise de bandits, on nous montre des cadavres d'enfants ou d'adolescents, en prenant bien soin de préciser leur origine étrangère. C'est là une manière délibérée de dresser les pauvres les uns contre les autres.

C'est pourquoi les travailleurs doivent se méfier comme de la peste des Dibonan. Ils cherchent à leur faire avaler

le poison mortel de la division.

Le banditisme, la délinquance, c'est eux-mêmes et leur système qui sont à l'origine. Ainsi, même la crise qui entraîne le chômage les arrange parce qu'ils s'en servent comme prétexte pour baisser les salaires et augmenter leurs profits. C'est ainsi aussi que le gouvernement est en train de brader toutes les entreprises publiques, en licenciant au besoin les travailleurs pour augmenter les profits des riches. Après cela, ces mêmes gens crient à la recrudescence du banditisme.

Le chômage, l'insécurité, la misère, l'injustice, tout cela tient son origine d'une même chose: le système capitaliste. Si les travailleurs veulent que tout cela prenne un jour fin, ce n'est surtout pas sur un Dibonan qu'il faudra compter mais bien au contraire, il faudra que tous les travailleurs, ivoiriens et étrangers s'unissent, pour se faire respecter, pour lutter contre Dibonan et le système capitaliste qu'il y a derrière lui.

**LA COTE D'IVOIRE UN PAYS EN VOIE DE...
SOUS DEVELOPPEMENT**

Le "Bureau du Rapport mondial sur le développement humain" a présenté, il y a de cela quelques jours, son rapport sur le "développement humain dans

le monde". Cet organisme a classifié les pays en suivant 3 critères: le revenu par habitant, l'espérance de vie et le taux d'alphabétisation.

L E U R S O C I E T E

Le Canada, les Etats-Unis et le Japon arrivent respectivement parmi les trois premiers, sur les 174 pays recensés. La Côte d'Ivoire est classée, quant à elle, 147^{ème}.

Dans ce pays, c'est n'est pas parce qu'il y a des riches qu'il n'y a pas de pauvres. Bien au contraire, c'est parce qu'il y a beaucoup de travailleurs de plus en plus mal payés qu'il y a quelques milliers de bourgeois qui s'enrichissent de plus en plus. C'est que cette bourgeoisie tire sa richesse en exploitant durement les travailleurs.

Aujourd'hui, même quand un travailleur touche un revenu régulier, il est de moins en moins en mesure de satisfaire normalement le minimum qui est de se nourrir, se soigner et assurer la scolarité des siens. Et plus on avance dans le temps, plus la situation s'aggrave pour les travailleurs.

C'est ce que montre le rapport que vient d'éditer "l'Agence d'études et de promotion d'emploi" (Agep) sur la Côte d'Ivoire. Selon ce rapport, "la proportion des ménages qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté relative était de 10% en 1985. Cette proportion est passée à 31,3% en 1993 et à 33,9% en 1995. Environ 5,2 millions de

personnes vivent dans une situation de pauvreté en 1995".

Mais alors? Kablan Duncan ne manque pas une seule occasion pour nous expliquer que l'économie ivoirienne se développe!

Ce qui montre en tout cas que ce n'est pas parce que l'économie se développe qu'il en va de même pour la situation de la classe des travailleurs.

"Le développement pour tous et le bonheur pour chacun", sonne aux oreilles des oreilles comme une ironie. Dans ce slogan, quand Bédié parle de "tous" et de "chacun", il parle en fait des riches. Les pauvres ne comptent pas et ne compteront pas... sauf s'ils se font craindre.

Bédié, le gouvernement actuel et ceux qui aspirent à y entrer -les Gbagbo, les Modié et consorts sont tous au service de ces riches. Les pauvres n'ont rien à attendre de ces gens-là.

Et si les travailleurs ne veulent pas continuer à faire les frais de la politique du gouvernement actuel ou de celui à venir, ils ne doivent compter que sur leur propre capacité collective à défendre leurs intérêts en tant que travailleurs.

**LA SANTE DE LA POPULATION
N'EST PAS L'AFFAIRE DU GOUVERNEMENT**

Le ministre de la Santé publique a rendu public à

L E U R S O C I E T E

Yamoussoukro du 19 au 21 décembre 1996, le bilan de ses activités et de ses priorités pour 1997.

On y apprend que quand Kakou Guikahué a pris ses fonctions au gouvernement, 89% du personnel médical était stationné à Abidjan, contre 62% aujourd'hui.

Quand on voit les difficultés que les travailleurs rencontrent pour être reçus dans les CHU à Abidjan, tellement ils manquent de structures et de personnel, on imagine la situation à l'intérieur du pays.

Il n'est pas surprenant d'apprendre qu'actuellement, la moitié de la population en Côte d'Ivoire ne dispose même pas d'un simple dispensaire dans telle ou telle localité. Et que l'autre moitié, est obligée de parcourir parfois 20 kilomètres pour avoir accès au centre médical le plus proche. Le monde rural ne dispose que d'un dispensaire pour 10.000 habitants et d'une maternité pour 14.100 femmes.

Mais le ministre ne nous renseigne pas si dans ces dispensaires et dans ces maternités il y a au moins la présence ne serait-ce que d'un médecin. On peut en douter, surtout que la presse n'a pas manqué de nous donner quelques exemples. Sans parler que la grande majorité de la population n'a même pas les moyens de se soigner ou d'acheter les médicaments qu'on lui prescrit.

Pour ce qui est de la vaccination, la situation est proche de la période coloniale. Aujourd'hui, la couverture en

matière de vaccination est officiellement de 60%. Ce qui veut dire que près de la moitié des enfants de ce pays meurent de pas grand-chose. Et l'ambition de ce ministre est d'amener cette couverture à 80% pour fin 1997 et à 90% pour l'an... 2005. Il n'y a pas là de quoi pavoiser. Mais même ça, il n'est pas du tout sûr qu'il y arrive.

D'ailleurs, pour atteindre cet objectif, le ministre compte sur la mendicité internationale: il cite lui-même "la coopération" du Rotary, de l'UNICEF, de l'OMS, de l'Allemagne et du Japon. Eh oui! D'un côté le gouvernement prend l'argent dans la poche des travailleurs et des petits paysans, de l'autre il les distribue aux riches. Et ensuite il se transforme en mendiant pour faire semblant d'assurer un minimum de soins à la population.

Ce ministre qui est aussi médecin n'est pas peu fier d'annoncer que "cette coopération fait que nous avons les moyens aujourd'hui de faire en 1997, 98, et 99 trois journées, de vaccination nationale polio et en l'an 2000 nous n'aurons plus de cas de polio".

En tout cas cela se voit, que des enfants risquent à tout moment d'être atteints irrémédiablement par la polio, n'est pas l'affaire de ce monsieur et de ses semblables. Lui, les siens, comme tous les riches n'ont pas ce genre de problème.

L E U R S O C I E T E

Et aujourd'hui, le fait que toutes ces maladies du début du siècle reviennent ainsi au galop, alors qu'il suffirait de peu pour

les éradiquer définitivement, est bien à l'image de cette société malade elle-même.

LA COTE D'IVOIRE, UNE REPUBLIQUE BANANIÈRE

Trois journalistes viennent d'être libérés après avoir passé 12 mois en prison. Ils avaient été condamnés pour "offense au chef de l'Etat".

Il s'agit d'Abou Drahamane Sangaré, Freedom Naruda et Emmanuel Koré. Le premier d'entre eux étant le N°2 du FPI et directeur de publication du groupe "Le Nouvel Horizon" et les deux autres sont des journalistes dans ce même groupe.

Ce n'est pas la première fois dans ce pays que des journalistes sont enfermés parce qu'ils n'ont pas choisi de défendre le pouvoir en place.

Comme tout pays sous les bottes d'un dictateur, il suffit de peu de chose pour être enfermé à la MACA. Ces journalistes l'ont été pour avoir tout simplement écrit, suite à un match de football entre une équipe ivoirienne et une de l'Afrique-du-Sud sous la présence de Bédié qui

cherchait à en tirer un bénéfice électoral, que "Bédié était là, le malheur aussi"... "Il aurait dû rester chez lui".

On se souvient aussi que deux des mêmes journalistes avaient déjà été envoyés en prison il y a de cela quelques années pour avoir écrit quelque chose comme "Bédié est un nain...".

Nous marquons notre solidarité avec ces trois journalistes parce que nous sommes pour la liberté d'opinion et d'expression la plus large possible. Nous sommes solidaires, même si ces journalistes sont plus proches de Bédié par leurs idées et leurs aspirations que des communistes. Et c'est justement parce qu'ils n'ont politiquement pas grand chose à reprocher aux Bédié qu'ils l'attaquent sur le fait qu'il soit ou pas "porte malheur" ou "nain".

* * * * *

**CENTRAFRIQUE :
UN MASSACRE DE L'ARMEE FRANCAISE
AU NOM DE L'ORDRE**

Dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 janvier, les troupes françaises stationnées à Bangui ont pilonné, au moyen de l'artillerie et des hélicoptères armés de canons, les positions des soldats centrafricains entrés en mutinerie contre leur gouvernement. Selon la version française, il y a eu 10 mutins tués, 53 autres faits prisonniers et une importante saisie d'armes. Mais les mutins parlent de 32 morts parmi eux et de 11 civils tués. Ces nombreuses victimes témoignent d'une répression particulièrement violente et aveugle. Et comme si cela ne suffisait pas, la presse signale des renforts d'au moins 300 soldats français en provenance de leur base du Tchad (ou de celle du Gabon).

Par ce massacre, les militaires français ont voulu venger la mort de deux d'entre eux, tués quelques heures auparavant par les mutins. Le ministère français de la Défense a qualifié cette répression sanglante de "légitime défense". Mais à qui fera-t-il croire ce mensonge éhonté? Depuis le début de la mutinerie, les soldats français s'opposaient aux mutins, s'affrontaient même parfois à eux pour assurer la protection du président centrafricain, Ange-Félix Patassé et le maintien de l'ordre. Dans ces conditions, la mort des deux militaires français, qui a servi de prétexte à la France pour réprimer la rébellion, était-il vraiment imprévisible?

La mutinerie qui dure depuis

sept semaines est la troisième en neuf mois. Les mutins ont d'abord revendiqué le paiement de leurs salaires qu'ils attendaient depuis plusieurs mois. Puis à cette revendication sont venus s'ajouter celle du départ de Patassé et leur refus d'être affectés à Bouar, loin de la capitale Bangui (pour cause de rébellion).

Sans l'intervention des troupes françaises qui quadrillent les centres névralgiques de Bangui, les mutins auraient pu renverser Ange Patassé qu'ils accusent de vouloir diviser l'armée par sa politique "tribaliste". La situation semblait bloquée. Et c'est pour tenter de trouver une solution négociée qu'à la suite du sommet franco-africain de Ouagadougou, quatre chefs d'Etat africains sont allés à Bangui discuter à la fois avec leur collègue Patassé et les mutins.

Un compromis a pu être trouvé sous la forme d'une trêve de quinze jours. Cette période vient de prendre fin sans qu'une véritable issue ne se profile à l'horizon. D'où cette exaspération des mutins qui, en provoquant la mort des deux militaires français, a mis fin à un calme précaire.

La violence inouïe par laquelle les troupes françaises ont réagi est en fait une réponse que l'impérialisme a tenu à donner avant tout aux populations pauvres africaines. Il ne permettra à personne de remettre en cause l'ordre -si

injuste soit-il. Et c'est bien de cela qu'il s'agit. Car quand la France justifie son intervention militaire par "la protection des ressortissants français et des étrangers" elle ne trompe pas grand monde avec ce prétexte éculé ou quand elle parle de "la sauvegarde du processus démocratique", il s'agit d'un mensonge pur et simple. Par exemple, lorsqu'elle intervenait en 1978, au Zaïre, pour sauver le régime pourri du dictateur Mobutu menacé par une rébellion armée ou lorsqu'en 1983 au Tchad, elle volait au secours du pouvoir dictatorial du sanguinaire Hissène Habré menacé lui aussi par une rébellion armée, existait-il l'ombre d'un "processus démocratique" à défendre?

La vérité que l'impérialisme français admet parfois lui-même

est plus prosaïque et peu reluisante: assurer la "stabilisation politique" pour exploiter les matières premières dont regorge l'Afrique et permettre aux capitalistes de faire des affaires.

Voilà ce qui explique la présence des nombreuses bases militaires françaises disséminées un peu partout en Afrique. Et nous, travailleurs de Côte d'Ivoire, sommes directement concernés par ce qui se passe en ce moment en Centrafrique. La base militaire de Port-Bouët est une menace permanente dirigée contre nous. Elle est là pour nous intimider, pour que nous ne soyons pas tentés d'exprimer notre colère contre les conditions de vie insupportables qui nous sont imposées.

ZAIRE: UN APPAREIL D'ETAT EN DECOMPOSITION

Le retour du dictateur Mobutu au Zaïre, après un séjour de quatre mois en Suisse et en France, est présenté, notamment par les dirigeants français qui le soutiennent, comme le retour de l'homme providentiel pour remettre sur les rails un Etat en voie de décomposition et dont certaines provinces à l'Est sont tombées entre les mains des "rebelles".

La crise politique au Zaïre remonte au début des années 90. Secoué par la même vague de colère et de révolte qu'ont connue de nombreux pays africains, le dictateur Mobutu a dû comme tous ses compères se

plier aux revendications du multipartisme. D'autant plus que ce sont les dirigeants de l'impérialisme qui demandaient à tous leurs valets africains de lâcher un peu de lest et d'accepter l'existence des partis d'opposition ainsi qu'une certaine liberté de presse. Mobutu a dû s'y plier et accepter la tenue d'une "conférence nationale" qui nomma Etienne Tshisekedi, un dirigeant de l'opposition, au poste de premier ministre. Cette espèce de double pouvoir ne dura que quelques mois à peine. Mobutu écarta Tshisekedi pour le remplacer par Kengo Wa Dondo, un de ses proches.

Mais cette passe d'armes entre l'opposition dite "légale" et le pouvoir de Mobutu n'est en réalité qu'un des aspects de cette crise. Depuis plusieurs années, l'Etat zairois s'est trouvé réduit à l'entourage immédiat du président. Mobutu s'était retranché dans son palais flottant, comme d'autres se seraient retranchés dans leur bunker, ne faisant confiance qu'à sa garde présidentielle recrutée dans sa famille proche ou dans son clan. Les soldats des Forces Armées Zairoises (l'armée nationale) ne touchant plus leurs salaires depuis longtemps étaient devenus de vraies bandes armées vivant du racket de la population. Les fonctionnaires ne sont presque plus payés, les écoles et les hôpitaux sont totalement laissés à l'abandon. Les routes ne sont plus entretenues. Kinshasa autrefois appelée "Kin la belle" est devenue une ville fantôme où règne la terreur des soldats livrés à eux-mêmes, volant et pillant les petites gens. Certains officiers, tels des seigneurs de guerres, forment leur bande, qui pour s'approprier de la douane, qui pour s'offrir la "sécurité" pour se remplir les poches.

En agissant de la sorte, les dirigeants de l'armée de Mobutu ne font que copier ce dernier. Car Mobutu est en effet le premier à s'être rempli les poches au point que sa fortune personnelle serait l'équivalent de la dette extérieure du Zaïre, c'est-à-dire plusieurs milliards de dollars.

Le Zaïre est un immense pays contenant des richesses naturelles colossales. Mais toute cette richesse est pillée depuis l'époque coloniale, par les trusts du diamant, du cuivre, etc... Mobutu a été l'homme de

ces trusts occidentaux qui l'avaient installé au pouvoir. En échange, ces trusts le laissent se remplir les poches et installer à côté de lui au pouvoir des hommes de sa famille ou des proches.

Mais cette décomposition de l'appareil d'Etat dont les dirigeants ont pour principal souci leur enrichissement personnel, a abouti à l'incapacité de Mobutu à maintenir le pouvoir dans l'ensemble de ce vaste pays. Dans les provinces lointaines, les gouverneurs presque laissés à eux-mêmes font ce qu'ils veulent dans leurs territoires. Dans les provinces de l'Est situées dans la région du Kivu, des pans entiers de l'armée ont rejoint avec armes et bagages, les "rebelles" sous la direction de Laurent Kabila.

L'afflux des réfugiés provenant du Rwanda voisin dans le Kivu et l'incapacité de Mobutu à faire face aux troubles inter-ethniques puis aux massacres qui ont eu lieu dans cette région a mis au grand jour cette décomposition non seulement de l'armée zairoise mais de l'ensemble de l'appareil d'Etat.

C'est pour aider le régime de Mobutu, incapable de reprendre en main le pouvoir dans cette région du Kivu que la France avait saisi le prétexte humanitaire pour proposer l'envoi d'un contingent militaire sous la bannière de l'ONU; proposition rejetée par les USA, toujours pour les mêmes raisons prétendument humanitaires.

Cette région riche en minerais dont certains sont très rares, suscite bien des convoitises et des intérêts

divergents entre les trusts et les puissances impérialistes rivales, en l'occurrence entre la France et les Etats-Unis.

Mobutu est rentré au Zaïre pour quelques jours avant de revenir en France pour poursuivre son traitement médical. Il va peut-être réussir au nom de l'intérêt national, au nom de l'unité du Zaïre, à mettre d'accord ses partisans et ceux de l'opposition légale. En tout cas, le dirigeant de cette opposition, venu récemment rendre visite au dictateur en France, a déjà fait acte d'allégeance à Mobutu. Les dirigeants de la France et des Etats-Unis vont peut-être trouver un consensus pour sauver sinon Mobutu, tout au moins l'Etat Zaïrois du chaos actuel. Ils savent que si le Zaïre, ce pays entouré de neuf voisins frontaliers partait en éclats, cela risquerait de déstabiliser l'ensemble de cette région de l'Afrique centrale.

Mobutu et son rival "légal", Tshisekedi, ne sont en réalité rien d'autres que des pantins à la solde des trusts. Mais l'opposant "non légal" qu'est Kabila, qui prétend lutter contre la dictature de Mobutu, n'a pas d'autre ambition que celle de jouer lui aussi ce rôle de valet de l'impérialisme. Avec les armes, il est parvenu à faire monter les enchères et à "doubler" en quelque sorte l'opposition légale. Reste à savoir s'il y a de la place pour trois têtes au sommet de l'Etat.

En tout cas, quelle que soit l'issue des pourparlers, s'il y en a, ou de la guerre que pourront se livrer ces bandes rivales, dans aucun cas il ne sera tenu compte de l'intérêt de la population. Celle-ci, tant qu'elle n'interviendra pas elle-même, directement en s'organisant et en luttant pour promouvoir ses intérêts ne verra pas de changement dans son sort.

**IL N'Y AURA PAS
D'INTEGRATION ECONOMIQUE
SUR UNE BASE CAPITALISTE !**

Souvent, ici en Afrique de l'ouest mais aussi dans d'autres sous-régions telles que l'Afrique centrale, dans les discours des dirigeants au pouvoir comme dans les déclarations de ceux de l'opposition, l'idée de l'intégration économique régionale revient de façon incessante comme un leitmotiv. Selon ces dirigeants, l'Union Economique Européenne serait un modèle à suivre. Se basant sur le fait que les pays africains ne peuvent pas s'en sortir individuellement, ils préconisent la formation de grands ensembles régionaux avec libre circulation des hommes et

des biens. On est même loin de l'idée du panafricanisme défendu naguère par des gens comme Nkrumah!

En effet, on peut affirmer avec raison que dans le monde actuel aucun pays n'est capable de s'en sortir tout seul et encore moins les Etats africains actuels. Pris individuellement, ils ne sont pas viables. S'il y a d'ailleurs une leçon à tirer des plus de trente ans des indépendances africaines, c'est justement le fait que ces Etats, tels qu'ils ont été conçus, sont incapables de résoudre quoi que ce soit.

Aucun d'entre eux n'a les moyens, ni économiques, ni techniques, ni culturels d'assurer son propre développement. Même les dictateurs africains donnent l'impression d'être conscients de cela à tel point que l'une des résolutions du sommet de l'OUA en 1990 a été d'appeler à la formation des grands ensembles économiques régionaux.

A y regarder de près, le rêve de tous ces gens-là est de revenir à la case de départ en quelque sorte. En effet, pendant la période coloniale, la plupart des régions étaient regroupées en grands ensembles économiques et administratifs. Pour son fonctionnement et ses intérêts, la colonisation trouvait efficace de s'appuyer sur de grandes entités centralisées. En Afrique noire francophone, par exemple, les colonies étaient organisées en deux grandes zones géographiques : il y avait la région de l'AOF, l'Afrique Occidentale Française et celle de l'AEF, l'Afrique Equatoriale Française. Des structures semblables existaient aussi dans la zone sous influence coloniale anglaise.

Mais peu de temps avant les indépendances, c'est l'impérialisme français qui a pris la décision de balkaniser ces vastes ensembles. L'objectif visé était de donner naissance à de petits Etats plus faciles à dominer. Quand ils sont arrivés au pouvoir à la tête de ces différents Etats, ses différents valets locaux, les Houphouët, Tombalbaye, Ahidjo et autres, ont eux aussi œuvré dans le sens de la division. Les dirigeants de chaque Etat prétendaient s'en sortir tout seuls et affirmaient leur souveraineté par rapport aux autres, défendaient leurs frontières, leurs drapeaux,

qu'ils voulaient différents de ceux de leurs voisins, quoique, souvent, entre ces pays, les frontières soient artificielles et ne reposent sur rien. Même des hommes politiques comme Nkrumah, qui au début avaient milité pour le panafricanisme, ont opté eux aussi pour un développement national indépendant du reste. Et c'est ainsi que, de façon paradoxale, c'est entre les pays africains eux-mêmes que l'indépendance a entraîné une rupture quasi définitive alors que leurs anciens rapports avec les puissances colonisatrices se sont renforcés et resserrés.

Bien sûr, il y a eu aussi, à plusieurs reprises d'ailleurs, des tentatives de regroupements tant au niveau continental que régional. Certaines ont abouti à des structures communes. C'est le cas de l'OUA, (Organisation de l'Unité Africaine), fondée en 1963, mais aussi de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), de l'UMOA (Union Monétaire Ouest Africaine) en Afrique de l'Ouest et de l'UDEAC (Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale) et de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale).

Mais aucune de ces structures ne marche en réalité. L'OUA a failli. Elle n'a pas réalisé l'unité africaine considérée comme son principal objectif. Bien au contraire, elle a contribué à renforcer les divisions nationales en respectant notamment les frontières imposées par la colonisation. Elle n'est finalement qu'un instrument aux mains des dictateurs africains avides de leurs pouvoirs et contre les aspirations des populations à l'unité.

Quant aux organisations de type économique, elles n'existent que sur le papier. En Afrique Centrale, après plus d'une dizaine d'années d'existence, l'UDEAC a été dissoute. Les dictateurs qui la dirigeaient se sont rendus compte qu'elle ne servait à rien. Ils l'ont remplacée par une autre organisation, la CEMAC. Mais depuis la création de celle-ci, ils ne sont même pas capables de se réunir ne serait-ce que pour évaluer le chemin parcouru. En Afrique de l'Ouest, quoique chaque année des réunions au sommet se tiennent, regroupant les différents dictateurs de la région, la CEDEAO et l'UMOA n'ont pas un sort meilleur non plus. Jusqu'aux dirigeants y compris, tout le monde se plaint que ces organisations ne fonctionnent pas.

Si toutes ces tentatives de regroupement à quelque niveau que ce soit ont échoué ou ne fonctionnent pas, cela ne tient pas seulement à la mauvaise volonté des dirigeants, ni à leur "égoïsme, ni à leur "incapacité" d'avoir une vision plus large des choses. Même s'il y a du vrai dans tout cela, il y a d'autres facteurs plus déterminants à l'origine du problème.

Pour ce qui est de l'Afrique francophone, par exemple, c'est d'abord l'impérialisme français lui-même qui a balkanisé ces régions et s'oppose à leur unification. Politiquement, la multiplicité de petits Etats l'arrange: plus ils sont divisés, plus ils sont petits et mieux il peut les dominer, même si par ailleurs, économiquement, le fait qu'il y ait plusieurs frontières avec de nombreux problèmes douaniers constitue un obstacle pour la circulation des marchandises. Mais le principal facteur contre l'intégration

économique même régionale est surtout le fait que les dirigeants nationaux ont besoin de leur Etat respectif. Ce dernier est la principale source de leur enrichissement. Il leur assure des revenus et des privilèges considérables grâce aux détournements, aux commissions, aux taxes, aux recettes douanières et autres parasitismes. Voilà, plus qu'aucune autre considération, les facteurs déterminants qui font que dans chaque pays les dirigeants tiennent à leur Etat, leur armée, leur police, leurs frontières et militent en réalité contre toute tentative de regroupement alors que tout le monde dit que cela est nécessaire et surtout que les populations y aspirent tout naturellement. C'est d'ailleurs ainsi que les choses se passent aussi en Europe, bien que les différents politiciens bourgeois n'arrêtent pas de parler de la communauté économique européenne.

Certes, la formation de grands ensembles économiques, même sur une base capitaliste constituerait un pas en avant. Mais même cette perspective limitée ne peut pas se réaliser dans le cadre du capitalisme, ce système basé sur la concurrence, le nationalisme, les frontières et les divisions entre les peuples, qu'entretiennent les bourgeois. La seule voie pouvant conduire à l'unité de l'Afrique ou à la formation de grandes entités économiques régionales, c'est la lutte des pauvres contre les Etats bourgeois actuels, pour mettre fin à l'exploitation capitaliste et par là même en finir avec leurs frontières, leurs armées, leurs polices, etc. Mais pour cela, il faudrait qu'il y ait des partis révolutionnaires qui défendent un tel programme.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.